

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2021/40111]

18 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'annexe 1^{re} à l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 septembre 2017 relatif aux compétences d'enseignement par implantation de centres d'éducation des adultes

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- le décret du 15 juin 2007 relatif à l'éducation des adultes, l'article 63, § 2bis, inséré par le décret du 23 décembre 2016 et modifié par le décret du 4 mai 2018, et l'article 64, § 1^{er}, remplacé par le décret du 23 décembre 2016.

Formalités

Les formalités suivantes sont remplies :

- La Commission consultative a rendu un avis le 9 novembre 2020.
- Le « Vlaamse Onderwijsraad » (Conseil flamand de l'Enseignement) a rendu un avis le 10 novembre 2020.
- L'Inspection des Finances a rendu un avis le 14 décembre 2020.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. L'annexe 1^{re} à l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 septembre 2017 relatif aux compétences d'enseignement par implantation de centres d'éducation des adultes, remplacée par l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juillet 2020, est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 2. L'annexe 1^{re} au même arrêté, remplacée par l'article 1^{er} du présent arrêté, est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2021.

L'article 1^{er} produit ses effets le 1^{er} septembre 2020.

Art. 4. Le ministre flamand ayant l'enseignement et la formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 décembre 2020.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/30368]

11 FEVRIER 2021. — Décret modifiant le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Modifications du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales*

Art. 2. A l'article 10, alinéa 1^{er}, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, tel que modifié par le décret du 20 décembre 2018, les mots « 61 euros » sont remplacés par les mots « 64,28 euros ».

Art. 3. A l'article 11, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ont tous le même domicile légal, exception faite des cas dans lesquels il ressort d'autres documents officiels produits à cet effet, que la cohabitation des enfants bénéficiaires est effective bien qu'elle ne corresponde pas ou plus à l'information obtenue du Registre national » sont remplacés par les mots « sont les enfants pour lesquels un même allocataire perçoit les allocations familiales »;

2° l'alinéa 3 est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° allocataires pour eux-mêmes ayant désigné un autre allocataire conformément aux dispositions de l'article 22, § 2, alinéa 3. ».

Art. 4. L'article 13, § 2, du même décret, modifié par le décret du 20 décembre 2018, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'enfant bénéficiaire allocataire pour lui-même ayant désigné un autre allocataire conformément à l'article 22, § 2, alinéa 3, est réputé faire partie du ménage de cet allocataire. ».

Art. 5. Dans l'article 14 du même décret, modifié par le décret du 20 décembre 2018, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« L'enfant bénéficiaire allocataire pour lui-même ayant désigné un autre allocataire conformément à l'article 22, § 2, alinéa 3, est réputé faire partie du ménage de cet allocataire. ».

Art. 6. § 1^{er}. L'article 22, § 2, du même décret est complété par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2^o, les prestations visées au paragraphe 1^{er} sont payées au mineur étranger non accompagné de moins de 16 ans s'il n'est pas placé. ».

§ 2. A l'article 22, § 4, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 6, les mots « les suppléments visés aux articles 13 à 17 » sont remplacés par les mots « les suppléments visés aux articles 13, § 1^{er}, et 15 à 17. » ;

2^o l'alinéa 6 est complété par ce qui suit :

« Le droit aux suppléments visés aux articles 13, § 2, et 14 est maintenu si les conditions d'octroi telles que prévues à ces articles sont réunies au moment du placement. L'octroi est accordé pour la durée du placement sans vérification ultérieure des conditions d'octroi. » ;

3^o l'alinéa 7 est abrogé.

Art. 7. L'article 32 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. Le conseil de suivi financier évalue trimestriellement les ressources et les dépenses liées au fonctionnement de la Caisse publique wallonne d'allocations familiales. ».

Art. 8. L'article 47 du même décret est abrogé.

Art. 9. Dans l'article 72, § 2, alinéa 2, du même décret, la phrase « Le demandeur en informe par écrit la caisse d'allocations familiales à laquelle il est affilié. » est remplacée par la phrase « Le demandeur en informe par écrit la caisse d'allocations familiales à laquelle il souhaite s'affilier. ».

Art. 10. L'article 85, § 1^{er}, du même décret est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le bénéficiaire des prestations familiales, ou toute autre personne pouvant avoir un impact dans le dossier, a l'obligation de se soumettre au contrôle de l'Agence.

Quand les personnes visées à l'alinéa 3 font obstacle au contrôle, l'Agence peut décider de l'arrêt des paiements de l'allocation familiale de base, du ou des suppléments octroyés, en fonction du contrôle auquel il a été fait obstacle et de la situation de l'enfant bénéficiaire. ».

Art. 11. § 1^{er}. L'article 86 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 86. Les suppléments aux allocations familiales visés aux articles 11 à 13 sont accordés à titre définitif selon les modalités déterminées par le Gouvernement. ».

§ 2. L'article 86 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 86. Les suppléments aux allocations familiales visés aux articles 11 à 13 sont accordés à titre définitif selon les modalités déterminées par le Gouvernement sur base de sources authentiques dont les données qualifiées sont fournies dans l'année d'octroi. ».

Art. 12. L'article 91 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsqu'un allocataire introduit un recours à l'encontre de la décision impliquant une récupération, la Caisse suspend la procédure de récupération jusqu'à ce que le litige soit tranché.

Par dérogation à l'alinéa 3, en cas d'indu qui relève d'un caractère frauduleux, le recours ne suspend pas la récupération. ».

Art. 13. L'article 93 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les recours contre les décisions prises en matière de prestations familiales doivent, à peine de déchéance, être introduits dans les trois mois de leur notification ou de la prise de connaissance de la décision par l'allocataire, en cas d'absence de notification, conformément à l'article 23 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social. ».

Art. 14. A l'article 101 du même décret, les mots « qu'elles jugent utiles pour exercer leurs missions, » sont remplacés par les mots « qu'elle juge nécessaires pour exercer ses missions définies aux articles 2/2, 5^o, 4/1, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, 5/4 et 21/1 du CWASS, ».

Art. 15. A l'article 109 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« Leurs responsabilités sont individuelles. » ; 2^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les données traitées sont les données à caractère personnel, nécessaires à l'application du présent décret et à l'application des articles 2/2, 5^o, 4/1, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, 5/4 et 21/1 du CWASS pour les missions de l'Agence. Il s'agit de l'utilisation du numéro de registre national, de données sociales, mais aussi de données fiscales ou communautaires. Il peut également s'agir de données relatives à la santé, dans le cadre d'une maladie, d'une invalidité ou d'un handicap. ».

Art. 16. A l'article 110 du même décret, les mots « aux articles 7, § 2, c), et 8, § 2, a), de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel » sont remplacés par les mots « à l'article 9, 2., b), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ».

Art. 17. A l'article 111 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, le deuxième alinéa est abrogé ;

2^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 1^o, les mots « , sans préjudice des devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire » sont abrogés.

Art. 18. A l'article 120 du même décret, tel que modifié par le décret du 20 décembre 2018, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939 (LGAF) et la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties sont abrogées à la date fixée par le Gouvernement, visée à l'article 136, alinéa 1^{er}, à l'exception des articles 40 à 50septies, 52 à 55, 56bis, § 2, à 57, alinéa 1^{er}, 57bis à 64, 66, 70, 70bis, alinéas 1^{er} à 3, et alinéa 4, seconde phrase, et 70ter à 76bis de la loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939 (LGAF) qui continuent à s'appliquer pour les enfants nés au plus tard la veille de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 2, et qui ouvrent un droit aux prestations familiales sur base des critères déterminés par l'article 4 du présent décret. ».

Art. 19. L'article 121 du même décret est complété d'un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 120, pour les enfants nés avant le 1^{er} janvier 2001, les contrats d'étudiants prestés dans les limites du contingent de 475h par année civile et le chômage temporaire et le revenu y afférent ne font pas obstacle à l'octroi des prestations familiales. ».

Art. 20. L'article 125 du même décret, modifié par le décret du 20 décembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 125. Par dérogation à l'article 120, en cas de placement chez un particulier par l'intermédiaire ou à charge d'une autorité publique, l'article 10 s'applique quelles que soient la date de naissance de l'enfant et la date du placement. ».

Art. 21. L'article 135 du même décret est abrogé.

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939 (LGAF)*

Art. 22. Dans l'article 60, § 1^{er}, de la loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939 (LGAF), les alinéas 2 et 3, insérés par la loi du 12 août 2000, sont abrogés.

Art. 23. Dans l'article 70bis, alinéa 1^{er}, de la même loi, la phrase « Toutefois, lorsque le changement survient le premier jour d'un mois, ses effets prennent cours dès ce jour. », insérée par la loi du 22 décembre 2008, est abrogée.

Art. 24. L'article 70ter de la même loi, inséré par la loi du 29 mars 2012, est abrogé.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 25. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 4 et 18 produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2019.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 11, § 2, 19 et 21 produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2021.

L'article 11, § 1^{er}, cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 11 février 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2020-2021.*

Documents du Parlement wallon, 402 (2020-2021) N^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance plénière du 10 février 2021.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/30368]

11 FEBRUARI 2021. — Decreet tot wijziging van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen*

Art. 2. In artikel 10, eerste lid, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 december 2018, worden de woorden "61 euro" vervangen door de woorden "64,28 euro".

Art. 3. In artikel 11, § 2, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "hebben dezelfde wettelijke woonplaats, behalve wanneer uit andere daartoe overgelegde officiële documenten blijkt dat de rechtgevendende kinderen wel degelijk samenwonen, ook al stemt dat niet of niet meer overeen met de informatie verkregen van het Rijksregister" vervangen door de woorden "zijn kinderen voor wie dezelfde bijslagtrekkende gezinsbijslagen ontvangt.";

3° het derde lid wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt:

"3° die voor zichzelf recht hebben op gezinsbijslagen en die een andere bijslagtrekkende hebben aangewezen overeenkomstig de bepalingen van artikel 22, § 2, derde lid."

Art. 4. Artikel 13, § 2, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 december 2018, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Het kind dat voor zichzelf recht heeft op gezinsbijslag en dat overeenkomstig artikel 22, § 2, derde lid, een andere bijslagtrekkende heeft aangewezen, wordt geacht deel uit te maken van het gezin van bedoelde bijslagtrekkende."

Art. 5. In artikel 14 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 december 2018, wordt tussen het derde en het vierde lid een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Het kind dat voor zichzelf recht heeft op gezinsbijslag en dat overeenkomstig artikel 22, § 2, derde lid, een andere bijslagtrekkende heeft aangewezen, wordt geacht deel uit te maken van het gezin van bedoelde bijslagtrekkende."

Art. 6. § 1. Artikel 22, § 2, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld door wat volgt:

"In afwijking van het eerste lid, 2°, worden de in paragraaf 1 bedoelde uitkeringen betaald aan de niet-begeleide minderjarige vreemdeling jonger dan 16 jaar, indien hij niet geplaast is."

§ 2. In artikel 22, § 4, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

"in lid 6 worden de woorden "de in de artikelen 11 tot 17 bedoelde toeslagen" vervangen door de woorden "de in de artikelen 13, § 1, en 15 tot 17 bedoelde toeslagen"."

2° lid 6 wordt aangevuld met wat volgt:

"Het recht op de in de artikelen 13, § 2 en 14 bedoelde toeslagen blijft gehandhaafd indien op het tijdstip van de plaatsing is voldaan aan de in die artikelen gestelde toekenningsvoorwaarden. De toeslag wordt toegekend voor de duur van de plaatsing zonder controle achteraf van de toekenningsvoorwaarden. " ;

3° lid 7 wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

"Art. 32. De raad van financiële opvolging evalueert driemaandelijks de hulpmiddelen en de uitgaven verbonden met de werking van het Waals openbaar kinderbijslagfonds. "

Art. 8. Artikel 47 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 9. In artikel 72, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt de zin "De aanvrager licht er het kinderbijslagfonds waar hij lid van is, schriftelijk over in. " vervangen door de zin " De aanvrager licht er het kinderbijslagfonds waarbij hij zich wenst aan te sluiten, schriftelijk over in."

Art. 10. Artikel 85, § 1, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

"De begunstigde van de gezinsbijslagen, of elke andere persoon die op de zaak van invloed kan zijn, is verplicht zich aan de controle van het Agentschap te onderwerpen.

Wanneer de in lid 3 bedoelde personen de controle belemmeren, kan het Agentschap besluiten de betalingen van de basiskinderbijslag of van de toegekende toeslag of toeslagen stop te zetten, afhankelijk van de belemmerde controle en de situatie van het begunstigde kind."

Art. 11. § 1. Artikel 86 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 86. De toeslagen op de kinderbijslagen bedoeld in de artikelen 11 tot 13 worden definitief toegekend volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten. "

§ 2. Artikel 86 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

"Art. 86. De toeslagen op de kinderbijslagen bedoeld in de artikelen 11 tot 13 worden definitief toegekend volgens de modaliteiten die de Regering vaststelt op basis van authentieke bronnen waarvan de gekwalificeerde gegevens in het jaar van toekenning worden verstrekt. "

Art. 12. Artikel 91 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

“Wanneer een bijslagtrekkende beroep instelt tegen de beslissing tot terugvordering, schorst het Fonds de terugvorderingsprocedure totdat het geschil is beslecht.

In afwijking van lid 3 schort het beroep in geval van onverschuldigde betaling met frauduleus karakter de terugvordering niet op.”

Art. 13. Artikel 93 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De beroepen tegen de beslissing over de gezinsbijslag moeten op straffe van verval worden ingesteld binnen drie maanden na de kennisgeving ervan of, bij ontstentenis van kennisgeving, na de kennisgeving van de beslissing door de bijslagtrekkende, overeenkomstig artikel 23 van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het “handvest” van de sociaal verzekerde.”

Art. 14. In artikel 101 van hetzelfde decreet worden de woorden “die ze nodig achten om hun opdrachten uit te oefenen,” vervangen door de woorden “die het nodig acht om zijn opdrachten bepaald in de artikelen 2/2, 5°, 4/1, § 1, lid 2, 4°, 5/4 en 21/1 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid uit te oefenen.”

Art. 15. In artikel 109 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt:

“Hun verantwoordelijkheden zijn individueel.”; 2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

“De verwerkte gegevens zijn de persoonsgegevens die nodig zijn voor de toepassing van dit decreet en voor de toepassing van de artikelen 2/2, 5°, 4/1, § 1, lid 2, 4°, 5/4 en 21/1 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid voor de opdrachten van het Agentschap. Het gaat om het gebruik van het nummer van het rijksregister, om sociale gegevens maar ook om fiscale of gemeenschappelijke gegevens. Het kan ook gaan om gegevens betreffende de gezondheid in het kader van een ziekte, een invaliditeit of een handicap.”

Art. 16. In artikel 110 van hetzelfde decreet worden de woorden “de artikelen 7, § 2, c) en 8, § 2, a) van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens” vervangen door de woorden “artikel 9, 2., b) van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)”.

Art. 17. In artikel 111 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven;

2° in paragraaf 1, derde lid, 1°, worden de woorden “onverminderd de plichten van de officiers van de gerechtelijke politie” opgeheven.

Art. 18. In artikel 120 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 december 2018, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“De algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939 (AKBW) en de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag worden opgeheven op de door de Regering bepaalde datum bedoeld in artikel 136, eerste lid, met uitzondering van de artikelen 40 tot 50septies, 52 tot 55, 56bis, § 2, tot 57, eerste lid, 57bis tot 64, 66, 70, 70bis, leden 1 tot 3, en vierde lid, tweede zin, en 70ter tot 76bis, van de algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939 (AKBW) die van toepassing blijven voor de kinderen geboren uiterlijk de dag voor de datum die door de Regering is bepaald krachtens artikel 136, tweede lid, en die een recht openen op gezinsbijslagen op basis van de criteria bepaald bij artikel 4 van dit decreet.”

Art. 19. Artikel 121 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“In afwijking van artikel 120 vormen de binnen de grenzen van het quotum van 475 uur per kalenderjaar verstrekte studentencontracten en de tijdelijke werkloosheid en de daarmee verband houdende inkomsten, voor kinderen die vóór 1 januari 2001 geboren zijn, geen beletsel voor de toekenning van gezinsbijslagen.”

Art. 20. Artikel 125 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 december 2018, wordt vervangen als volgt :

“Art. 125. In afwijking van artikel 120 is artikel 10, in geval van plaatsing bij een particulier door bemiddeling of ten laste van een openbare overheid, van toepassing ongeacht de geboortedatum van het kind en de datum van plaatsing.”

Art. 21. Artikel 135 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in de algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939 (AKBW)

Art. 22. In artikel 60, § 1, van de algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939 (AKBW) worden het tweede en het derde lid, ingevoegd bij de wet van 12 augustus 2000, opgeheven.

Art. 23. In artikel 70bis, eerste lid, van dezelfde wet wordt de zin “Als de verandering plaatsheeft op de eerste dag van een maand, heeft ze echter uitwerking vanaf die dag.”, ingevoegd bij de wet van 22 december 2008, opgeheven.

Art. 24. Artikel 70ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 maart 2012, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

Art. 25. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2020.

In afwijking van het eerste lid hebben de artikelen 4 en 18 uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

In afwijking van het eerste lid hebben de artikelen 11, § 2, 19 en 21 uitwerking met ingang van 1 januari 2021.

Artikel 11, § 1, houdt op van kracht te zijn op 31 december 2020.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 februari 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen
en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2020-2021.

Stukken van het Waals Parlement, 402 (2020-2021) Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, plenaire zitting van 10 februari 2021.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/40539]

11 FEVRIER 2021. — Décret portant dérogation à l'article L1232-24, § 1^{er}, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à la constatation de la cause du décès par un médecin (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Jusqu'au 1^{er} juin 2021, par dérogation à l'article L1232-24, § 1^{er}, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il n'est pas obligatoire d'inclure le rapport d'un médecin assermenté qui a été désigné par l'officier de l'état civil ou par ses fonctionnaires habilités de l'administration communale pour vérifier les causes du décès.

La dérogation visée à l'alinéa 1^{er} ne s'applique que lorsque :

1° le décès a lieu à l'hôpital ;

2° le décès a lieu hors de l'hôpital et que le médecin traitant ou le médecin constatant le décès confirme que le décès est la conséquence d'une maladie infectieuse.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa promulgation par le Gouvernement wallon.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 11 février 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances
et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE